



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/45/457
28 août 1990
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-cinquième session
Point 120 de l'ordre du jour provisoire*

**RAPPORTS FINANCIERS ET ETATS FINANCIERS VERIFIES ET RAPPORTS
DU COMITE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES**

Note du Secrétaire général

Le Secrétaire général a l'honneur de transmettre aux membres de l'Assemblée générale le résumé des principales constatations du Comité des commissaires aux comptes et des mesures correctives qu'il préconise en conséquence, présentées dans les rapports du Comité à l'Assemblée générale sur la vérification des comptes de l'exercice financier terminé le 31 décembre 1989; ce document a été établi par le Comité des commissaires aux comptes en application de la résolution 44/183 de l'Assemblée générale, en date du 19 décembre 1989.

* A/45/150 et Corr.1.

ANNEXE

Lettre d'envoi

Le 25 juin 1990

Monsieur le Secrétaire général,

J'ai l'honneur de vous transmettre, conformément à la demande formulée par l'Assemblée générale dans sa résolution 44/183, le document où se trouvent résumées les principales constatations, conclusions et recommandations d'intérêt commun du Comité des commissaires aux comptes, classées par domaine de vérification et, le cas échéant, identifiant l'organisme visé, et apparaissant dans les rapports du Comité à l'Assemblée générale sur la vérification des comptes pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1989.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Secrétaire général, les assurances de ma très haute considération.

Le Président de la Commission de
vérification des comptes du Ghana,

Président du Comité des commissaires
aux comptes de l'Organisation des
Nations Unies

(Signé) O. T. PREMPEH

Le Secrétaire général de
l'Organisation des Nations Unies
New York

/...

Résumé concis des principales constatations, conclusions et recommandations d'intérêt commun, classées par domaine de vérification et apparaissant dans les rapports du Comité des commissaires aux comptes à l'Assemblée générale sur la vérification des comptes des organisations dont l'exercice financier s'est terminé le 31 décembre 1989

1. Au paragraphe 9 de sa résolution 44/183 du 19 décembre 1989, l'Assemblée générale a recommandé que le Comité des commissaires aux comptes continue de lui présenter un document concis résumant ses principales constatations, conclusions et recommandations d'intérêt commun, classées par domaine de vérification et, le cas échéant, identifiant l'organisme visé.
2. Les constatations, conclusions et recommandations qui figurent dans le présent rapport sont uniquement celles qui revêtent une certaine importance dans les domaines de vérification d'intérêt commun aux organisations visées. Celles portant sur des questions de vérification qui n'intéressent que les organisations dont les comptes ont été vérifiés figurent dans les rapports relatifs à chacune d'elles.
3. Comme 1989 était la seconde année de l'exercice biennal 1988-1989, le Comité a établi des rapports tant sur des organisations dont l'exercice financier est annuel, que sur d'autres dont l'exercice financier est biennal. Ces organisations sont les suivantes :

Organisation des Nations Unies a/

Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) b/

Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) c/

Fonds de contributions volontaires administré par le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) d/

Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) e/

Fondation des Nations Unies pour l'habitat et les établissements humains f/

Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) g/

Centre du commerce international h/

Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) i/

Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR) j/

Université des Nations Unies k/

4. Le Comité a en outre examiné les comptes de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, et le rapport sur cette vérification figurera dans le rapport annuel du Comité mixte de la Caisse.

/...

5. On trouvera ci-après les principales constatations, conclusions et recommandations d'intérêt commun du Comité, classées par domaine de vérification.

Contrôle budgétaire

6. A l'Organisation des Nations Unies, le Comité a recommandé d'accorder la plus grande importance au rapport sur l'exécution du budget, afin d'éviter les dépassements de crédit. Il est manifeste que le contrôle des dépenses, au regard des allocations de crédit et du montant total des crédits ouverts, n'est pas exercé avec efficacité; de ce fait, il est devenu habituel de demander l'autorisation d'effectuer des transferts de ressources entre chapitres du budget de telle sorte que, pour chaque chapitre, les dépenses ne dépassent pas les crédits ouverts. Bien que l'Assemblée générale ait autorisé le Secrétaire général, avec l'assentiment du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, à transférer des crédits d'un chapitre du budget à un autre, le Comité a recommandé d'améliorer encore les méthodes de prévision des dépenses, en particulier dans le rapport final sur l'exécution du budget, ce qui permettrait d'éviter autant que possible les virements entre chapitres du budget.

7. A l'UNITAR, qu'il s'agisse du fonds général ou du fonds alimenté par des dons à des fins spéciales, les dépenses ont dépassé les crédits. Le Comité a recommandé une fois encore qu'aucune dépense ne soit autorisée en dépassement des crédits alloués dans le cadre du budget.

8. Au PNUD, la politique comptable concernant la comptabilisation des engagements non réglés en fin d'exercice devrait être clarifiée afin d'éliminer les incertitudes qui empêchent de se faire une idée exacte de la nature des dépenses comptabilisées.

9. Au Centre du commerce international, les engagements non réglés afférents à des activités de coopération technique ont notablement augmenté par rapport aux périodes comparables, à la fin de 1987 et de 1985, ce qui peut être en partie imputable à l'évolution de la structure des dépenses. Le Comité est d'avis que cet état de choses devrait amener l'administration à procéder à une analyse approfondie des aspects opérationnels de l'exécution des projets, de façon à échelonner plus régulièrement sur toute la durée de l'exercice financier, l'exécution des différents produits.

Etablissement des comptes et des rapports financiers

10. Au PNUD et au FNUAP, des améliorations ont été constatées en 1989 en ce qui concerne la vérification en temps voulu des dépenses relatives aux programmes des agents d'exécution, des gouvernements et des organisations non gouvernementales. La proportion des dépenses non vérifiées par rapport à l'ensemble des dépenses des programmes reste toutefois trop forte pour que les comptes puissent être approuvés sans réserves. Le Comité a recommandé que des efforts soient faits pour obtenir en temps utile les états financiers vérifiés afin que les commissaires aux comptes puissent se faire une idée précise des comptes de ces deux organisations.

/...

11. A l'UNICEF, des dépenses s'élevant au total à 8,3 millions de dollars, imputées sur le Fonds de réserve pour les secours d'urgence au lieu d'être indiquées séparément dans l'état VI, ont été ventilées au titre de la masse commune des ressources entre les dépenses relatives aux programmes des différents pays ayant reçu des crédits prélevés sur ce fonds. Le Comité estime que ces dépenses auraient dû être comptabilisées séparément dans l'état VI. D'autre part, en application d'un principe comptable établi à l'UNICEF, les avances aux gouvernements sont comptabilisées comme dépenses relatives aux programmes, qu'elles aient été ou non pleinement utilisées. Le Comité a recommandé que ces avances ne soient considérées comme des dépenses que lorsque leur utilisation intégrale dans le but prévu serait garantie par des pièces justificatives adéquates. En outre, l'examen des méthodes d'établissement des rapports financiers concernant les activités liées aux programmes a montré que, par suite de l'insuffisance ou de l'inexactitude des informations financières, un nombre important de données comptables étaient rejetées par l'ordinateur et inscrites dans un compte d'attente. En vue d'assurer la précision et la fiabilité des données comptables, le Comité a recommandé de prendre des mesures concrètes pour faire en sorte que les bureaux extérieurs respectent mieux la codification des comptes et améliorent la qualité des données qu'ils fournissent.

12. Au FNUAP, à la fin de 1989, quelque 30 projets exécutés par les gouvernements accusaient d'importants soldes non réglés au titre des avances; pour 13 d'entre eux, aucune dépense n'avait été comptabilisée depuis deux ans au moins. Le solde des avances non dépensées, pour 11 projets, représentait plusieurs fois l'équivalent des dépenses effectuées au cours des deux derniers exercices. Le Comité a recommandé qu'en pareil cas, aucune avance nouvelle ne soit accordée et qu'on envisage de percevoir un intérêt sur le solde des avances non dépensées.

13. Au HCR, l'aide alimentaire est une des principales composantes des programmes d'aide aux réfugiés; or, les états financiers ne donnent pas d'informations suffisantes sur cette assistance alimentaire, à l'échelle mondiale. Il ressort des états présentés par le Service d'approvisionnement et d'aide alimentaire que l'aide alimentaire fournie en 1989 par trois sources principales atteignait 1 353 384 tonnes, pour une valeur de 307 105 209 dollars. Le Comité estime que cette information, utile, entre autres, au Comité exécutif du HCR, devrait être indiquée en annexe aux états financiers.

14. Au PNUD et au FNUAP, il n'y a toujours pas de directives qui permettent de faire nettement la distinction entre les dépenses relatives aux programmes, les dépenses d'appui aux programmes et les dépenses d'administration. Le Comité a de nouveau recommandé que des directives complètes et précises soient publiées et appliquées de façon à présenter ces dépenses plus clairement dans l'état I.

Gestion de la trésorerie

15. A la Fondation des Nations Unies pour l'habitat et les établissements humains, les arrangements administratifs actuels en matière de gestion de la trésorerie doivent être améliorés, et le Comité a recommandé d'envisager, dans la limite des effectifs disponibles, de définir une filière hiérarchique et des attributions plus précises pour que les responsabilités soient plus clairement partagées.

16. A l'UNICEF, le paiement des factures, notamment de loyer et de téléphone, n'est pas toujours échelonné de façon à tirer le meilleur parti possible des délais de paiement accordés. Il a été recommandé d'effectuer ces paiements aussi tard que possible, dans la limite de ces délais, de façon à laisser fructifier au maximum les fonds correspondants.

Coopération technique et activités relatives aux projets

17. Au HCR, l'insuffisance des effectifs et d'autres contraintes de nature budgétaire rendent difficile le suivi des dépenses relatives aux projets; il est donc indispensable de prendre des dispositions rationnelles pour que les fonds affectés aux projets et gérés par des agents d'exécution soient dûment suivis et contrôlés. Le Comité a recommandé de prendre les mesures nécessaires pour doter les principaux bureaux extérieurs d'un nombre suffisant de fonctionnaires des finances. En outre, tous les accords conclus avec les agents d'exécution devraient comporter une clause prévoyant la soumission d'une attestation de vérification des comptes.

18. La bonne exécution du programme a été, au cours de l'exercice biennal, une des préoccupations majeures de l'UNICEF. Pourtant, notre examen, effectué globalement par projet, a montré qu'il restait beaucoup à faire pour améliorer l'exécution des projets financés tant à l'aide de la masse commune des ressources qu'à l'aide des fonds supplémentaires. Une certaine prudence s'impose en outre dans la réaffectation des fonds, de projets dont l'exécution est lente à des projets dont l'exécution est rapide, de façon à ne pas négliger par inadvertance des projets situés dans des zones "difficiles" dont l'exécution se heurte à des problèmes chroniques. Le Comité a recommandé qu'en planifiant les projets, on définisse avec soin les besoins correspondants, de façon à améliorer l'exécution de l'ensemble du programme. Là encore, il y a lieu d'être prudent dans le transfert de ressources entre les projets "lents" et les projets "rapides". En outre, le suivi de l'exécution des projets doit être encore amélioré pour éliminer ou réduire au minimum les dépassements de crédits, qui seraient imputés sur la masse commune des ressources à défaut d'un financement supplémentaire.

19. A la Fondation des Nations Unies pour l'habitat et les établissements humains, on a mis en évidence plusieurs facteurs qui expliquent pourquoi les projets ne sont pas achevés dans les délais prévus. Le Comité a recommandé de remédier à cette situation, notamment, en accélérant la signature des descriptifs de projet, en suivant de plus près l'exécution des projets et en veillant au bon déroulement des achats. En outre, des délais suffisants devraient être prévus, notamment pour ce qui est du recrutement de personnel. Enfin, pour que les projets soient menés à bonne fin, il importe que les objectifs et les produits soient définis avec précision.

Fonds d'affectation spéciale et comptes spéciaux

20. Au HCR, l'acceptation et l'utilisation de fonds d'affectation spéciale à destination non spécifiée pour le paiement des frais de représentation et des frais de voyage du personnel envoyé en mission ne sont compatibles ni avec les buts, politiques et activités de l'organisation, comme l'exige l'article VI, règle 6.8,

du règlement de gestion des fonds constitués au moyen de contributions volontaires, ni avec le règlement financier et les règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies. Le Comité a recommandé de respecter strictement les dispositions de ces règlements.

21. Au PNUD, le nombre de fonds d'affectation spéciale et de fonds d'affectation ponctuelle atteignait 113 à la fin de 1989. Avant d'envisager la création de nouveaux fonds de ce type, il conviendrait de tenir compte de l'impact de cette prolifération sur le volume des tâches administratives et sur l'efficacité d'ensemble de la gestion.

Notes

1/ Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-cinquième session, Supplément No 5 (A/45/5), vol. I.

2/ Ibid., Supplément No 5A (A/45/5/Add.1).

3/ Ibid., Supplément No 5B (A/45/5/Add.2).

4/ Ibid., Supplément No 5E (A/45/5/Add.5).

5/ Ibid., Supplément No 5G (A/45/5/Add.7).

6/ Ibid., Supplément No 5H (A/45/5/Add.8).

7/ Ibid., Supplément No 5F (A/45/5/Add.6).

8/ Ibid., Supplément No 5 (A/45/5), vol. II.

9/ Ibid., Supplément No 5C (A/45/5/Add.3).

10/ Ibid., Supplément No 5D (A/45/5/Add.4).

11/ Ibid., Supplément No 5 (A/45/5), vol. III.
